

LA GESTION DES EAUX PLUVIALES

PROJET D'UNE EMPRISE AU SOL ET/OU D'UNE SURFACE IMPERMEABILISEE SUPERIEURE A 40 M² ET INFÉRIEURE A 400 M²

Afin d'assurer la sécurité des biens et des personnes, de protéger la ressource en eau et de préserver l'environnement, la gestion globale des eaux pluviales d'un territoire passe par la maîtrise des écoulements à l'échelle de la parcelle. La création de nouveaux projets d'aménagements, oblige les collectivités à imposer aux aménageurs de nouvelles règles de gestion. Cette fiche présente les mesures à adopter pour les projets présentant une emprise au sol et/ou une surface imperméabilisée supérieure à 40 m² et inférieure à 400 m².

TERMINOLOGIE

Les eaux pluviales : Elles proviennent du ruissellement des précipitations météoriques (pluies, neiges, grêles,...) au contact d'une surface.

Les eaux de toiture : Ce sont les eaux de pluie collectées à l'aval de toitures inaccessibles, c'est-à-dire interdites d'accès sauf pour des opérations d'entretien et de maintenance. Les eaux récupérées des toitures en amiante-ciment ou en plomb ne peuvent pas être réutilisées à l'intérieur des bâtiments.

La récupération : Elle consiste en la mise en œuvre d'un système de collecte et de stockage des eaux de toiture en vue de leur réutilisation. Le stockage des eaux est permanent. Dès lors que l'ouvrage de stockage est plein, l'excédent d'eau s'échappe par le trop plein et l'ouvrage ne joue plus un rôle tampon.

La rétention/régulation : Un ouvrage de rétention permet au cours d'un événement pluvieux, le stockage temporaire dans un ouvrage de stockage, afin de la restituer au milieu récepteur de manière contrôlée. Cette régulation positionnée en point bas est assurée par un orifice de petit diamètre.

L'infiltration : Ce procédé consiste à diffuser lentement les eaux pluviales ou de ruissellement dans les couches superficielles du sol.

DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES

• Les propriétaires

Les principes généraux de gestion des eaux pluviales pour les propriétaires (privés ou publics) sont définis par les articles 640, 641 et 681 du Code Civil :

- Les terrains recevant naturellement des eaux de ruissellement de l'amont, sont soumis à une servitude naturelle d'écoulement. Ainsi, un propriétaire ne peut s'opposer au passage des écoulements sur son terrain, ni aggraver la servitude d'écoulement sur le terrain aval ;
- La servitude d'égout de toits impose aux propriétaires, le rejet des eaux de toiture en direction de leurs terrains ou de la voie publique et non en direction d'un fond voisin ;
- Le propriétaire dispose également d'un droit de propriété sur l'eau de pluie recueillie sur son terrain. Il peut le faire valoir s'il ne porte pas atteinte à autrui (pas d'aggravation de la servitude d'écoulement en aval).

• Les Communes

Les communes n'ont pas d'obligation de collecte et de traitement des eaux pluviales sur l'ensemble de leurs territoires. Néanmoins,

- Elles sont responsables de la gestion des eaux pluviales des aires urbaines (Cf. Art. L2333-97 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT)) et du ruissellement sur la voirie communale (Cf. Art. R141-2 du Code de la Voirie Routière) ;
- Dans le cadre de ses pouvoirs de police, le maire est apte à prendre des mesures visant à protéger la population contre les inondations et les milieux naturels contre toutes pollutions ;
- Elles ont la capacité à entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, visant la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement (Cf. Art. L211-7 du Code de l'environnement).
- L'Article L2224-10 du CGCT impose aux communes l'élaboration d'un zonage d'assainissement des eaux pluviales afin de maîtriser les ruissellements et d'assurer la préservation du milieu naturel sur le territoire communal.

LA GESTION DES EAUX PLUVIALES

PROJET D'UNE EMPRISE AU SOL ET/OU D'UNE
SURFACE IMPERMEABILISEE SUPERIEURE A 40 M²
ET INFÉRIEURE A 400 M²

REGLES DE GESTION

- **Risques et contraintes**

Dans le cadre de l'élaboration du projet, l'aménageur est invité à appréhender l'ensemble des risques et contraintes qui s'imposent au projet, aux riverains et à l'environnement, et notamment : risque d'inondation par débordement d'un cours d'eau, risque d'inondation lié à la proximité d'un point bas ou d'un axe naturel ou artificiel d'écoulement, risque d'inondation en cas de défaillance des réseaux publics ou collectifs, risque d'inondation par apports d'eaux pluviales des terrains amont ou de la voirie, risques géologiques (glissement de terrain, gonflement d'argiles, résurgence en aval). Pour se prémunir d'une partie de ces risques, l'aménageur est invité à positionner les niveaux habitables ou d'exploitation des constructions au-moins 50 cm au-dessus du terrain naturel ou de la voirie.

- **Récupération des eaux pluviales**

Il est conseillé la mise en œuvre d'un dispositif de récupération. Le volume sera adapté aux besoins de l'aménageur. Les eaux récupérées peuvent être réutilisées pour l'arrosage, le lavage des extérieurs et sous certaines conditions (Cf. Arrêté du 21 août 2008) pour les toilettes et le nettoyage du linge. Le réseau d'eau de pluie à l'intérieur d'un bâtiment doit être clairement identifiable, ne présenter aucune interconnexions avec le réseau d'eau potable et être équipé impérativement d'un compteur d'eau. La mise en œuvre d'une récupération ne dispense pas l'aménageur de mettre en œuvre un dispositif d'infiltration ou de rétention.

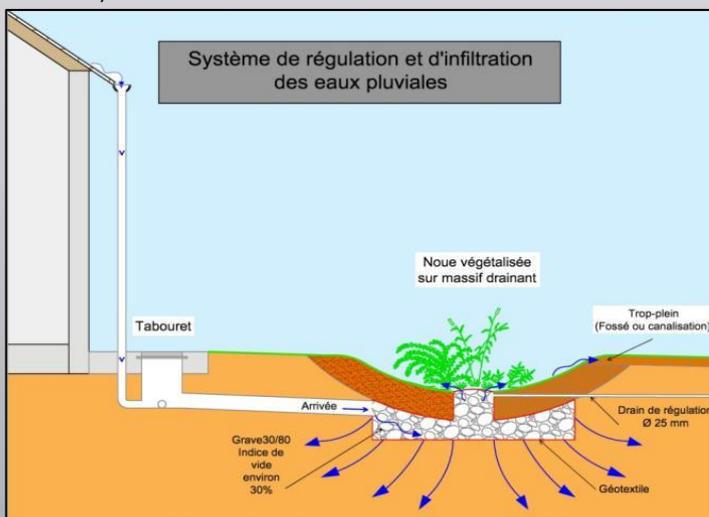
- **Infiltration**

L'infiltration des eaux pluviales devra systématiquement être recherchée par les aménageurs. En effet, la diffusion progressive de l'eau pluviale dans le sol par l'ouvrage d'infiltration constitue la meilleure solution de gestion des eaux pluviales. L'infiltration des eaux pluviales générées par un évènement pluvieux de période de retour minimale de 30 ans est recherchée. Si l'aménageur envisage un rejet des eaux pluviales en dehors de sa parcelle, il sera tenu de démontrer que la solution de gestion par infiltration n'est pas envisageable ou suffisante. Une étude technique pourra être conduite pour justifier ces aspects ainsi que l'absence de risques et de nuisances sur l'environnement général du projet.

- **Rétention**

Dans les cas où l'infiltration s'avère impossible ou insuffisante, et après obtention d'une autorisation préalable auprès de la collectivité compétente, un rejet des eaux pluviales en dehors de la parcelle pourra être envisagé. Dans ce cas, un ouvrage de rétention/régulation d'un volume minimal de 5 m³, devra être mis en œuvre. Cet ouvrage sera équipé d'un dispositif de régulation permettant de réguler à un débit de fuite de 2 l/s. A noter, dans le cas d'un projet s'inscrivant dans un tènement prévoyant un ouvrage de rétention collectif correctement dimensionné, exemple la construction d'une maison dans un lotissement pourvu d'un bassin de rétention, l'aménageur pourra être dispensé d'un ouvrage de rétention. La mise en œuvre de dispositifs de rétention non étanches devra être privilégiée (sauf risques et contraintes avérées).

Dans le cadre de son projet, l'aménageur veillera à mettre en œuvre des techniques de gestion intégrée des eaux pluviales (Noues, fossés, tranchées drainantes, structures réservoirs, toiture stockante, toiture végétalisées, bassin sec, bassin en eau, bassin enterré, et espace inondable).



La figure ci-contre présente le schéma d'un jardin de pluie, dispositif permettant de coupler l'infiltration (infiltration des eaux pluviales les plus courantes au droit du massif de grave) et la rétention des eaux pluviales (stockage des eaux pluviales au droit de la noue de rétention et régulation des eaux pluviales du fait de la mise en œuvre d'un orifice de régulation).

- **Rejet**

Le rejet des eaux pluviales post régulation ou post infiltration s'effectuera en priorité dans le milieu naturel, le cas échéant dans le réseau d'eaux pluviales collectif. En tant que maître d'ouvrage de ses réseaux, la collectivité compétente se réserve le droit de refuser un rejet d'eaux pluviales dans ses infrastructures si elle estime que l'aménageur dispose de solutions alternatives de gestion, notamment par le biais de l'infiltration. L'aménageur pourra ainsi argumenter sa demande de rejet avec une étude.